

# Accomplie mais détestée

## *Attaques numériques contre les femmes et les minorités marginalisées occupant des postes de direction en politique et dans le journalisme<sup>1</sup>*

Lea Stahel, Vera Hampel

En décembre 2019, Sanna Marin a été élue Première ministre de la République de Finlande, devenant l'une des plus jeunes cheffes d'État au monde. Pendant ses mandats de présidente du Parti social-démocrate (2020-2023) et de Première ministre jusqu'en juin 2023, elle a dirigé la Finlande à travers diverses crises, notamment la pandémie de Covid-19, tout en naviguant avec succès sur les réseaux sociaux, où elle comptait un million de followers\* sur Instagram\* (en juillet 2024). Malgré cela, ses collègues de parti et elle-même ont régulièrement fait l'objet d'insultes sexistes sur les réseaux sociaux en Finlande, notamment avec les termes « *Tampax Team* » ou « *Lipstick Government* » (Van Sant *et al.*, 2021 : 6). Les attaques ont culminé après que Marin a publié une photo d'elle portant un blazer sans chemise dans le magazine *Trendi* le 9 octobre 2020. Elle a été raillée, rabaissée, déshumanisée et objectivée, avec des propos tels que : « Un homme en position de pouvoir ne fait jamais de publicité, par exemple pour des sous-vêtements, mais considère son travail comme important » ; « Au moment où une mauvaise préparation et de mauvaises décisions sont mises en lumière, Sanna Marin tente de détourner la discussion vers ses seins et son charmant caractère » ; ou encore « Son visage et sa voix me donnent envie de vomir. Aucun-e autre politicien-ne n'a provoqué un tel dégoût... Elle est honteuse » (Sakki et Matikainen, 2022 : 440-443, citations originales en anglais traduites en français).

En parallèle, Carlos Maza, journaliste et producteur vidéo américain, homosexuel, d'origine latino-américaine, a animé une série YouTube\* d'orientation politique de gauche de 2017 à 2019. Dans cette série, il critiquait notamment la présidence de Donald Trump, en évoquant les conférences de presse sans substance de la Maison-

---

<sup>1</sup> Ce chapitre a été traduit de l'allemand vers le français. Bien que des efforts aient été faits pour assurer une traduction fidèle et précise, certaines nuances ou expressions propres à la langue source peuvent différer dans la version française.

Blanche, la diffusion de désinformation et la santé mentale de Trump (Lewis *et al.*, 2021). Cela l'a placé dans le viseur du youtuber de droite Steven Crowder et de sa communauté en ligne, qui ont inondé Maza d'attaques homophobes et racistes sur Internet. Maza a publiquement déclaré :

*Ces vidéos accumulent des millions de vues sur YouTube. Chaque fois que l'une d'elles est publiée, je me réveille face à un mur d'insultes homophobes et racistes sur Instagram et Twitter\*... Ces vidéos font de moi la cible d'un harcèlement ridicule, et cela rend ma vie quelque peu misérable. (Lewis *et al.*, 2021 : 736, citations originales en anglais traduites en français)*

Bien que Maza ait déclaré s'être plaint à plusieurs reprises auprès de YouTube, il affirme avoir été ignoré. En réaction, il a publié une vidéo sur X\* (anciennement Twitter), compilant les insultes de Crowder. La vidéo est devenue virale et a déclenché un vif débat sur la liberté d'expression et les attaques en ligne. YouTube, en tant qu'entreprise profitant financièrement d'influenceurs-ses\* populaires comme Crowder, a réagi de manière contradictoire : dans un premier temps, elle n'a pris aucune mesure, puis elle a décidé de limiter les revenus publicitaires de Crowder, avant de les rétablir sous certaines conditions (Lewis *et al.*, 2021).

## Les plateformes numériques : une bénédiction aussi bien qu'une malédiction

Ces deux exemples montrent clairement que les groupes marginalisés qui accèdent à des domaines visibles au public, comme la politique et le journalisme, peuvent gagner en notoriété et en pouvoir grâce aux plateformes numériques tout en étant exposés à un risque accru d'attaques discriminatoires. Les plateformes permettent aux journalistes et aux politicien-nes de toucher un large public sans passer par des intermédiaires et d'interagir directement avec les internautes. Cependant, des individus et des groupes avec des intentions hostiles utilisent également cette infrastructure numérique pour atteindre leurs objectifs. Des indices montrent que les attaques numériques de ce type ont augmenté (Collignon *et al.*, 2022). En particulier, les personnes issues de groupes marginalisés, comme les femmes et les personnes homosexuelles, occupant des positions exposées, risquent d'en être la cible (voir le chapitre 3), avec des conséquences émotionnelles, sociales, économiques et politiques nuisibles tant pour elles que pour la société (voir le chapitre 9).

Ce chapitre traite des attaques numériques contre les personnes issues de groupes marginalisés dans deux domaines médiatiquement exposés : la politique et le journalisme. Il examine d'abord l'importance cruciale de l'*infrastructure sociotechnique* dans les attaques. Ensuite, les différentes formes d'attaques sont abordées, l'analyse cherchant à savoir si les groupes marginalisés sont réellement attaqués plus fréquemment en ligne ou simplement de manière différente. Étant donné que toute personne

entrant dans l'espace numérique ne diffuse pas nécessairement des commentaires hostiles, les motivations individuelles, les processus de groupe et les dynamiques sociales qui contribuent aux attaques sont également étudiés. Ce chapitre se termine par une réflexion sur les répercussions pour les victimes et pour la société dans son ensemble ainsi que par un aperçu des mesures potentielles de lutte contre ce phénomène. Le chapitre se base sur une perspective propre aux sciences sociales, en tenant compte des recherches issues principalement de la sociologie, de la psychologie sociale et des sciences de la communication.

## Le rôle de l'infrastructure sociotechnique

Il est aujourd'hui largement admis que la technologie n'est ni objective ni neutre. Ainsi, les attaques se déroulent dans une infrastructure numérique créée et gérée par des êtres humains. Par conséquent, certaines valeurs, normes, pratiques institutionnelles et inégalités sont ancrées dans la conception des plateformes, dans les codes algorithmiques et dans les décisions concernant les contenus de ces plateformes (Joyce *et al.*, 2021). Par exemple, Matamoros-Fernández (2017 : 930) attribue aux médias sociaux une forme de « racisme structurel des plateformes ». Selon elle, la conception, les possibilités techniques, les modèles économiques et les politiques des plateformes favorisent les discours racistes et reproduisent des inégalités correspondantes. Un autre exemple est celui de la plateforme de connaissances Wikipédia\*. Ford et Wajcman (2017) soutiennent que les inégalités de genre dans la création des contributions en ligne sont attribuables à une culture techno-scientifique dominée par les hommes.

Divers aspects de l'espace numérique favorisent l'expression et la diffusion des attaques. D'innombrables canaux privés comme les e-mails, les messageries et les messages textes ainsi que des canaux publics comme les réseaux sociaux en ligne, les sections de commentaires, les microblogs et les forums de discussion ne se contentent pas de transmettre passivement des contenus. Ils facilitent au contraire l'expression d'attaques à l'encontre d'un public potentiellement illimité (Brown, 2018). L'infrastructure technique atténue ainsi les garde-fous qui, dans le monde réel, rendent les attaques moins courantes. En ligne, des groupes idéologiques et sociaux très différents se côtoient, ce qui alimente les conflits. La distance technologique avec la personne ciblée, l'absence de signaux non verbaux et la possibilité de rester anonyme réduisent l'empathie envers les victimes potentielles, abaissant ainsi le seuil d'inhibition des comportements voués à nuire (Brown, 2018). Les publications impulsives et émotionnelles sont encouragées, car les pensées et les émotions peuvent être communiquées presque instantanément et sans filtre. Les attaques sont produites de manière attrayante et efficace à travers des éléments techniques, comme en témoigne le succès des memes\* haineux, des images, vidéos et textes apparemment humoristiques ou satiriques, ou des combinaisons de ces éléments. Les emojis\* sont utilisés pour échapper aux algorithmes de détection des discours haineux textuels.

Par des manipulations comme la création de faux profils, il est possible de faire croire qu'une opinion est partagée par la majorité des internautes. Ainsi, derrière ce qui peut sembler être une majorité postant des commentaires discriminatoires se cache souvent une petite minorité d'individus extrêmement actifs (Van Sant *et al.*, 2021). Les contenus émotionnels et moralisateurs, comparés aux contributions factuelles, captent davantage l'attention du public et sont donc plus largement diffusés par les algorithmes (Brady *et al.*, 2017). Enfin, certaines plateformes numériques offrent un espace largement exempt de sanctions, même lorsque des utilisateur·rices enfreignent les normes sociales\* partagées de politesse et de respect ou même lorsqu'ils violent des lois. Tous ces mécanismes sociotechniques favorisent la désinhibition psychologique : les gens se sentent plus libres d'exprimer des opinions discriminatoires (Suler, 2004).

## Des attaques variées

De nos jours, les attaques numériques se manifestent sous de nombreuses formes, que ce soit en termes de format, de contenu, de cibles directes, de public ou de canaux de diffusion. Selon la forme dominante qu'elles prennent, elles sont étudiées par différentes disciplines telles que la sociologie, la criminologie, la psychologie, l'informatique, les études de genre, ou encore les sciences des médias et de la communication, sous des termes variés comme la violence en ligne, l'agression en ligne, le harcèlement en ligne ou les discours de haine numériques. Nous allons maintenant expliquer plus en détail les différentes formes que peuvent prendre ces attaques (voir Alin *et al.*, 2021 ; Erikson *et al.*, 2023 ; Thomas *et al.*, 2021), en les regroupant en deux grandes catégories qui ne sont pas à considérer comme strictement séparées, à savoir les contenus dévalorisants et menaçants d'un côté et les informations nuisibles, déformées ou fausses de l'autre.

Les contenus dévalorisants et menaçants englobent un large éventail de propos visant à harceler, insulter, humilier, intimider et provoquer intentionnellement les victimes par des déclarations incendiaires, comportement appelé *trolling*\*. Ces attaques peuvent cibler des caractéristiques personnelles telles que la personnalité, l'apparence ou le caractère. Elles peuvent également consister en des menaces proférées contre la personne elle-même ou son entourage privé. Les attaques peuvent également cibler le statut professionnel d'une personne. C'est le cas, par exemple, lorsque, du simple fait de leur notoriété publique, des individus sont taxés de malhonnêteté ou de corruption, accusés de propager des théories du complot ou encore, sans qu'il y ait de fautes évidentes de la part de ces personnes, visés par des appels publics à leur censure ou à leur licenciement. D'autres attaques relèvent de la discrimination fondée sur l'appartenance à un groupe : les groupes ou les membres de groupes sont explicitement dévalorisés en raison de leur identité sociale\*, comme c'est le cas dans les discours haineux sexistes, racistes, classistes ou validistes\* (Waisbrod, 2020).

La diffusion d'*informations nuisibles, déformées ou fausses* désigne la propagation publique de données visant à nuire à la réputation et à la crédibilité des personnes ciblées (voir Thomas *et al.*, 2021). Cela inclut la publication d'informations véridiques mais privées, comme des images diffusées sans le consentement de la personne visée. Le *doxing\**, par exemple, consiste à collecter et à rendre accessibles au public ou à un cercle élargi des données personnelles, comme des adresses e-mail ou des numéros de téléphone, afin que d'autres puissent harceler les victimes. De même, des informations falsifiées ou gravement déformées peuvent être diffusées via des rumeurs, des théories du complot ou des images manipulées. Cela inclut les *deepfakes\**, des vidéos ou enregistrements audio très réalistes, qui montrent les victimes en train de faire ou de dire des choses qu'elles n'ont en réalité jamais faites. Enfin, les profils de réseaux sociaux de certaines personnes, leur site web ou encore les extraits d'une de leurs discussions dans un *chat* peuvent être trafiqués et leur être attribués publiquement dans le but de les discréditer.

Les personnes ciblées peuvent également subir des formes mixtes de ces deux catégories. Le *stalking\**, à savoir la traque et le harcèlement répétés d'une personne, inclut fréquemment non seulement des attaques dévalorisantes directes, mais aussi des diffamations publiques. Il en va de même pour les campagnes en ligne coordonnées, également connues sous le nom de *mob censorship\** (Waisbrod, 2020 : 1) ou de *dogpiling\** (Thomas *et al.*, 2021 : 251), où les victimes sont inondées de commentaires hostiles. Enfin, bien que plus rares, il existe des attaques techniques telles que les attaques par déni de service\* (*Denial-of-Service\**, ou « DDoS »), où des requêtes ciblées saturent le réseau de la personne visée, paralysant ses sites web et ses connexions réseau. Face à la diversité de formes que peuvent prendre les attaques numériques, une question se pose : les personnes issues de groupes marginalisés subissent-elles ces attaques plus fréquemment que celles issues des groupes majoritaires ?

## Plus fréquemment ciblé-es – ou seulement différemment ?

Dans les débats médiatiques et les études de cas scientifiques qui examinent en détail les attaques numériques dirigées contre certaines personnes, sélectionnées dans la politique et le journalisme, les femmes et les membres de minorités\* ethniques sont souvent au centre de l'attention, comme l'illustrent les deux exemples en introduction. Les récits concernant leurs homologues masculins ou appartenant à des groupes majoritaires sont plus rares, ce qui peut donner l'impression que ces groupes marginalisés sont beaucoup plus fréquemment attaqués.

Toutefois, les enquêtes et les analyses de contenu des commentaires en ligne, qui incluent un plus grand nombre de cas et comparent systématiquement les expériences d'attaques des groupes marginalisés à celles de leurs collègues masculins ou issus de groupes majoritaires, dressent un tableau plus nuancé. Les preuves de la fréquence

accrue des attaques contre les femmes et les minorités ethniques semblent faibles. Ainsi, si certaines différences ont été observées dans les contenus des sections de commentaires en ligne d'un journal britannique (Gardiner, 2018) et dans ceux adressés à un échantillon de journalistes aux États-Unis (Miller, 2023), la majorité des études ne montrent pas de différences marquées, comme l'ont démontré des enquêtes auprès de journalistes en Allemagne et en Suède (Löfgren Nilsson et Örnebring, 2016) et auprès de politicien-nes au Royaume-Uni et en Suède (Erikson *et al.*, 2023 ; Southern et Harmer, 2021).

Cependant, certaines études suggèrent que les groupes marginalisés courent un risque plus élevé d'être attaqués lorsqu'ils occupent une position publique très visible (Stahel, 2023) ou qu'ils abordent des sujets journalistiques et politiques sensibles. Une analyse des commentaires sur X/Twitter visant des politicien-nes au Canada montre que les femmes sont attaquées plus fréquemment que les hommes uniquement lorsqu'elles réunissent un grand nombre de personnes qui suivent leur profil (des *followers*) ; chez les politicien-nes ayant moins de trente mille followers, la tendance s'inverse (Rheault *et al.*, 2019). En d'autres termes, les politicien-nes influent-es, comme Sanna Marin, qui bénéficient d'une large audience sur les réseaux sociaux, sont plus susceptibles d'être la cible d'attaques que leurs homologues moins connu-es. Une explication possible est que les femmes occupant des postes de pouvoir moyens ou inférieurs sont largement acceptées socialement aujourd'hui, tant qu'elles ne visent pas des positions de pouvoir élevées. Dans les groupes conservateurs, les femmes très puissantes franchissent une limite de tolérance, incitant les membres de ces groupes à les punir par un « *backlash* numérique » (voir le chapitre 3). De plus, dans les domaines politiques et médiatiques, les personnes issues de groupes marginalisés abordent souvent des thématiques que les personnes de droite surveillent attentivement, générant beaucoup d'attaques. Cela inclut la pandémie de Covid-19, l'immigration, l'islam, l'Union européenne et les politiques sociolibérales telles que celles qui concernent les droits LGBTQ+, les manifestations Black Lives Matter\* et l'égalité des genres (Van Sant *et al.*, 2021 ; Waisbord, 2020). C'est le cas de Carlos Maza, qui s'est exprimé en ligne contre la désinformation et en faveur de la démocratie, ce qui a fait de lui une cible d'attaques.

Des différences significatives se manifestent également dans les formes d'attaques subies par les personnes issues de groupes marginalisés. Celles-ci rapportent bien plus souvent des attaques visant leur identité. Par exemple, les femmes en politique subissent davantage d'attaques sexistes que leurs homologues masculins et sont victimes de harcèlement sexuel, de menaces de viol, de pornographie synthétique et de faux profils de rencontres. Elles sont réduites à leur apparence, leur compétence est remise en question en fonction de leur genre et leurs performances ou leurs échecs sont interprétés sous le prisme de leur genre (Akhtar et Morrison, 2019 ; Harmer et Southern, 2021 ; Löfgren Nilsson et Örnebring, 2016). Les minorités ethniques, quant à elles, sont souvent la cible d'attaques racistes, notamment dans le journalisme (Gardiner, 2018). Aux États-Unis, les journalistes noir-es américain-es, latino-américain-es, arabo-américain-es, musulman-es et juif-ves sont particulièrement exposé-es. Iels sont la cible d'insultes xénophobes, d'attributions antisémites et de dénigrement islamophobes (Waisbord, 2020). De plus, certaines données prélimi-

naires révèlent des schémas intersectionnels (voir le chapitre 2), comme dans le cas des femmes appartenant à un groupe ethnique minoritaire (Harmer et Southern, 2021). En revanche, une enquête menée auprès de journalistes en Suisse n'a pas trouvé de preuves d'effets intersectionnels (Stahel, 2023). Ces divergences pourraient s'expliquer par les structures d'inégalité et de discrimination propres à chaque pays ou région, ou par des différences dans la nature des ensembles de données analysés. Ainsi, en plus de l'infrastructure sociotechnique, une multitude de facteurs jouent un rôle dans l'émergence et la propagation des attaques numériques.

## Les causes et les conditions facilitatrices des attaques numériques

La présente section passe en revue certains facteurs clés en ce qui concerne les motivations individuelles, les processus de groupe et les évolutions sociétales pour expliquer les attaques numériques. Ces facteurs interagissent entre eux et se conditionnent mutuellement.

### Personnalité, idéologie et émotions

Les attaques numériques sont souvent liées à certaines caractéristiques de personnalité, à des motivations idéologiques et à des émotions intenses de leurs auteur·rices. Une synthèse de plusieurs études montre ainsi que les personnes qui manifestent des comportements antisociaux en ligne, tels que le *trolling*, l'agression numérique ou la « violence sexuelle facilitée par la technologie », présentent des traits de personnalité accentués vers le sadisme, la psychopathie et le machiavélisme (Moor et Anderson, 2019). Les attaques contre des figures publiques sont également souvent attribuées à une obsession pour ces personnes (Meloy, 2014). Les motivations politiques jouent aussi un rôle important : les internautes ciblent délibérément des groupes marginalisés qu'ils perçoivent comme une menace pour leurs valeurs sexistes et racistes. Lorsqu'une femme revendique l'égalité par l'obtention d'un poste de direction, les personnes ayant un mode de pensée traditionnel et une perspective stéréotypique du rôle des femmes peuvent se sentir menacées (Rheault *et al.*, 2019). Les attaques peuvent donc être intentionnelles et utilisées à des fins idéologiques. Elles peuvent également être déclenchées par des événements spécifiques, tels que des déclarations politiques de la cible, des articles de presse controversés ou des désinformations émotionnelles, qui provoquent des sentiments forts comme le dégoût, la colère ou une perception d'immoralité, d'injustice et d'iniquité (Rost *et al.*, 2016).

## Les communautés en ligne et leur potentiel de radicalisation

Les attaques numériques sont également dues à des processus au sein et entre les groupes. En principe, les internautes trouvent en ligne une grande diversité de communautés qui, selon la théorie de l'identité sociale (Tajfel et Turner, 1986), effectuent des catégorisations idéologiques claires entre les groupes et tendent à valoriser leur propre groupe aux dépens de hors-groupes afin de renforcer l'estime de soi de leurs membres. Il s'agit souvent de réseaux fluides, comme la manosphère misogyne. Un exemple notable est l'*Alt(ernative)-Right* numérique, un réseau en ligne d'extrême droite, basé aux États-Unis. Ce réseau diffuse, via X/Twitter, des forums Internet tels que *4chan* et des sites de partage d'actualités sociales comme *Reddit*, des mêmes sexistes, racistes, antisémites et nationalistes (Lamerichs *et al.*, 2018). Ces mêmes diabolisent par exemple Hillary Clinton, l'ancienne candidate à la présidence en 2016, et glorifient son adversaire, Donald Trump. Au sein de ces réseaux, les membres obtiennent une reconnaissance sociale, sont idéologiquement endoctrinés et deviennent à long terme partie intégrante d'une culture radicalisante (Regehr, 2022). L'indignation négative est partagée entre ces membres, favorisant ainsi les attaques basées sur les réseaux (Waisbord, 2020). Les membres de certains groupes sociaux présentent un risque plus élevé de rejoindre de tels groupes et/ou de propager des attaques. Il est bien établi que les auteur·rices d'attaques sont nettement plus souvent des hommes que des femmes, se positionnent politiquement plutôt à droite et ont moins confiance dans les institutions établies (Stahel et Weingartner, 2024).

## Inégalités, populisme et tensions sociales

Au niveau sociétal, les inégalités structurelles, les changements dans l'équilibre du pouvoir politique et les tensions sociales créent un terreau fertile pour les attaques en ligne. Les femmes et les personnes issues de groupes historiquement marginalisés sont de plus en plus représentées dans des positions publiques au sein de nombreuses démocraties occidentales, en partie grâce aux mesures de diversité et d'égalité. En même temps, les femmes, les minorités ethniques, les personnes LGBTQIA+\* et les personnes en situation de handicap continuent de subir une discrimination structurelle et une violence quotidienne. Par exemple, les stéréotypes\* de genre dans la société restent remarquablement stables (voir le chapitre 2). La montée du populisme a exacerbé cette situation. La pensée populiste considère les « élites » médiatiques, économiques et politiques, y compris les journalistes et les politicien·nes, comme des ennemi·es qui ne représentent pas le peuple vertueux et ordinaire. Les idéologies populistes de droite, en particulier, contiennent des éléments sexistes et racistes (Vieten, 2016). Lorsque des tensions politiques, sociales et économiques, comme celles observées pendant la pandémie de Covid-19 ou les changements de pouvoir lors des élections, se rajoutent, les individus deviennent plus réceptifs aux idées populistes et aux hiérarchisations sociales (Vergani *et al.*, 2022). Cela facilite les attaques contre les groupes désignés comme boucs émissaires.

## Les conséquences

Les attaques numériques entraînent de nombreuses répercussions pour les personnes concernées et pour la société. La présente section examine les impacts psychologiques et professionnels sur les personnes affectées ainsi que les conséquences sociétales, telles que la normalisation de la violence, la perte de confiance et l'exclusion des groupes marginalisés des positions visibles publiquement.

### Conséquences psychologiques et professionnelles pour les personnes touchées

Les attaques peuvent gravement affecter le bien-être émotionnel des personnes concernées (Alin *et al.*, 2021). Cela est particulièrement vrai lorsque les attaques sont fréquentes, publiques et se prolongent sur une longue période. La disponibilité constante des médias numériques complique également le retrait spatial et temporel des personnes touchées. Ces conditions peuvent entraîner un stress émotionnel et un sentiment persistant de menace, d'incertitude et d'impuissance. Ce sentiment est accompagné de honte lorsque des informations personnelles ou intimes circulent publiquement. De nombreuses personnes touchées se retrouvent également dans un conflit professionnel entre visibilité et sécurité. La productivité au travail est directement impactée, car la gestion des attaques coûte du temps, des efforts et de l'argent. Pour réduire le risque d'attaques, certaines personnes touchées évitent de s'exposer publiquement (Stahel et Schoen, 2020). Cependant, étant donné que la visibilité numérique et les réseaux sociaux sont essentiels pour le succès journalistique aussi bien que politique, l'autocensure numérique a un impact particulièrement significatif.

Toutes les personnes touchées ne réagissent pas de la même manière aux attaques numériques. Il a été démontré que différents groupes sociaux – tels que les groupes à statut bas ou élevé – réagissent différemment à la discrimination (Branscombe, 1998). En ce qui concerne les attaques numériques dans le journalisme et la politique, les femmes rapportent des répercussions plus importantes que les hommes (les connaissances accessibles aux autrices ne permettent pas de faire des observations sur d'autres groupes marginalisés). Contrairement aux hommes, les femmes en politique – du moins au Canada – semblent avoir une conscience davantage marquée des attaques numériques (Wagner, 2022). Les hommes et les femmes évaluent également les attaques différemment. Les femmes politiques en Norvège et au Royaume-Uni ont rapporté des émotions plus négatives à la suite des attaques numériques (par exemple, Bjørge *et al.*, 2022), et les femmes journalistes en Suisse rapportent un stress plus important que leurs collègues hommes (Stahel et Schoen, 2020). Comparativement aux femmes, dont les émotions négatives dominent, les journalistes hommes en Allemagne interprètent plus souvent les attaques publiques comme un succès professionnel et une validation de leur travail journalistique (par exemple, Post et Kepplinger, 2019). Les membres hommes du Parlement au Royaume-Uni ont également indiqué qu'ils craignaient davantage pour leur réputation en raison du *trolling*, tandis que leurs homologues femmes exprimaient davantage de préoccupations pour leur sécurité

personnelle (Akhtar et Morrison, 2019). Il n'est pas possible de déterminer de manière concluante si les différences entre les genres en ce qui concerne les émotions autorapportées reflètent bien les différences dans les émotions ressenties (voir le chapitre 9). Les explications possibles pour les réactions plus marquées des femmes incluent notamment des socialisations spécifiques au genre en matière de gestion des conflits (voir le chapitre 3), des sentiments plus intenses d'impuissance face aux attaques (sexistes) basées sur l'identité et une moindre disposition des hommes à signaler les conséquences négatives pour ne pas compromettre leur image de force et de virilité.

### **Inégalités, perte de confiance et normalisation de la violence dans la société**

Concernant les impacts sur la société dans son ensemble, trois conséquences potentiellement graves pour les démocraties sont mises en avant. Premièrement, les inégalités sociales dans le journalisme et la politique sont accentuées si les attaques numériques conduisent les membres des groupes marginalisés à se retirer publiquement ou à éviter ces postes en raison de leur caractère dissuasif. Le retrait de personnes issues de ces groupes vulnérables – y compris les hommes qui ne se conforment pas (ou ne veulent pas se conformer) aux attentes traditionnelles de la masculinité – réduit la présence de ces groupes dans les positions publiques. En même temps, cela favorise les personnes qui sont moins intensément attaquées (par exemple, moins de menaces ou de discours haineux basés sur l'identité), de même que celles qui disposent de mécanismes de défense plus robustes, ou encore celles qui contribuent activement aux attaques. Si une association cognitive entre la masculinité et les personnes idéales pour diriger s'instaure de manière stable (voir le chapitre 2), les femmes auront d'autant plus de mal à prouver leur aptitude à un poste politique (Håkansson, 2023). Dans l'ensemble, ces processus peuvent affecter les principes démocratiques tels que la représentation différenciée des groupes sociaux dans le public (Håkansson, 2023). Les études empiriques disponibles soutiennent partiellement cette hypothèse. En effet, la plupart des politicien·nes en poste au Canada (Wagner, 2022) et en Allemagne (Alin *et al.*, 2021) affirment que les attaques n'ont pas affecté leurs objectifs de carrière – sauf si les personnes étaient confrontées à des menaces. En Suisse, les femmes membres des partis de jeunesse déclarent plus souvent que les attaques numériques sont un motif de leur retrait de la politique comparativement aux hommes (Höhmann *et al.*, 2024). En Suède, les résultats sont mixtes : soit les femmes (Håkansson, 2023), soit les hommes (Erikson *et al.*, 2023) sont plus enclin·es à envisager un retrait de la politique en raison des attaques.

Deuxièmement, les attaques numériques pourraient éroder la confiance publique dans le journalisme et la politique. Des études montrent que les attaques nuisent paradoxalement souvent à la réputation des personnes touchées plutôt qu'à celle des auteur·rices. Par exemple, lorsque les femmes sont réduites à leur apparence physique, leur compétence est alors davantage remise en question. Dans une expérience, deux groupes ont été interrogés sur la crédibilité et l'aptitude politique d'une candidate

hypothétique. Le premier groupe a reçu uniquement des informations politiques sur la candidate, tandis que le second groupe a vu en plus des commentaires Facebook\* désobligeants sur son corps. Les résultats ont montré que le second groupe jugeait la candidate comme moins appropriée et moins crédible (Funk et Coker, 2016). La littérature montre également que les personnes qui sont répétitivement confrontées à des discours de haine à l'encontre des groupes marginalisés deviennent désensibilisées à ces discours et manifestent moins de reconnaissance et d'empathie envers les groupes attaqués, tout en augmentant leurs préjugés (Soral *et al.*, 2018). La méfiance envers les représentant-es – en particulier celles qui sont marginalisé-es – des « élites » médiatiques et politiques est finalement alimentée activement par des récits complotistes populistes (Vieten, 2016). Cela favorise un climat polarisé dans la société.

Troisièmement, il existe un risque que la violence devienne un moyen socialement accepté pour résoudre les conflits. Lorsque les discours de haine, les menaces et les insultes deviennent la norme dans le domaine numérique et sont récompensés par la viralité et les *likes\**, les normes linguistiques peuvent changer (Bilewicz et Soral, 2020). Les attaques deviennent de plus en plus socialement acceptées, ce qui facilite les nouvelles attaques. Cela représente un risque particulier pour les personnes jeunes qui passent beaucoup de temps dans les espaces numériques : elles sont socialisées dans un langage agressif. Les normes linguistiques agressives sur Internet peuvent se transférer au langage analogique, ce qui encourage et banalise une culture de débat de plus en plus conflictuelle. À long terme, cela renforce un climat d'hostilité et d'intolérance, qui favorise la violence dans le monde réel. Cela se reflète dans le meurtre de Jo Cox, ancienne politicienne du Parti travailliste britannique et membre du Parlement britannique. En 2016, elle a été mortellement blessée par un homme qui soutenait des idées de suprématie blanche sur Internet, avant le référendum sur le Brexit. Des processus de radicalisation en ligne similaires ont été observés lors de l'attentat raciste à Hanau (Allemagne) et de l'attentat misogyne par un incel (acronyme d'*involuntary celibate*, à savoir célibataire involontaire) à Toronto (Canada) en 2020.

## Gestion individuelle des attaques

Étant donné que les attaques peuvent être émotionnellement éprouvantes, mais qu'un retrait des positions journalistiques et politiques aurait des conséquences sociétales (voir ci-dessus), de nombreuses personnes concernées réfléchissent soigneusement à la manière de gérer ces attaques. Les stratégies efficaces varient en fonction du contenu (par exemple, commentaire vulgaire, menace de violence), de la durée (par exemple, événement isolé ou répété) et des auteur-rices des attaques (par exemple, connu-es personnellement ou anonymes). Les premières données empiriques (par exemple, Stahel et Schoen, 2020) laissent supposer que la gestion des attaques numériques pourrait varier entre les groupes marginalisés et non marginalisés. Des recherches supplémentaires sont nécessaires à ce sujet. Alin et ses collègues (2021) décrivent, dans leur étude sur les expériences de violence des politicien-nes en Allemagne, quatre stratégies courantes pour gérer les attaques, qui sont en grande partie transférables aux représentant-es d'autres secteurs publics.

Dans la *stratégie individuelle\**, les personnes concernées réagissent largement de manière autonome, sans impliquer leur entourage social. Les attaques sont souvent ignorées et tolérées comme faisant partie du métier. Les personnes cherchent du soutien dans leur environnement privé pour restaurer leur estime de soi. Le comportement d'évitement est fréquent. En Suisse, les femmes journalistes rapportent davantage que les hommes qu'après des attaques, elles deviennent plus réservées dans leurs propos sur des sujets sensibles, ajustent le ton et le contenu de leurs messages ou restreignent leurs apparitions publiques et leurs activités sur les réseaux sociaux (Stahel et Schoen, 2020). Cela peut entraîner des répercussions négatives au niveau professionnel (voir le chapitre 5).

Dans la *stratégie institutionnelle*, les personnes concernées utilisent l'échange d'expérience et la solidarité au sein de leur environnement professionnel. Leurs réseaux numériques peuvent offrir un soutien en contrant publiquement les offenseur-ses. Ce contre-discours a une fonction normative, car il montre au public que les attaques sont indésirables, comme cela a été démontré empiriquement (Álvarez-Benjumea et Winter, 2018). Les institutions sont une ressource importante, mais il y a un potentiel d'amélioration. Aux États-Unis, par exemple, les journalistes critiquent le manque de mesures de protection de la part des organisations médiatiques (Holton *et al.*, 2023). Parfois, les personnes concernées n'ont d'autre choix que de se tourner vers des centres de soutien et de conseil externes.

Dans la *stratégie orientée vers le public*, les personnes concernées essaient de sensibiliser l'opinion publique aux attaques numériques en attirant l'attention des médias. Elles publient et mettent en avant les attaques sur les réseaux sociaux pour démontrer que les intimidations n'ont pas de succès. Cependant, cela peut comporter des risques, notamment celui de donner une plateforme aux agresseur-ses, de rendre les personnes concernées vulnérables ou de déclencher une escalade. En alternative, il existe des campagnes institutionnelles comme Take Back the Tech<sup>2</sup>, qui protestent mondialement contre la violence envers les femmes sur Internet.

Enfin, la *stratégie judiciaire* vise à la poursuite pénale, mais se heurte à d'importantes difficultés. Les attaques doivent dépasser un seuil pénal et les auteur-rices doivent être identifiables. De plus, les procédures sont souvent longues et coûteuses.

## Mesures structurelles

Dans le cadre des nombreux efforts visant à prévenir ou à atténuer le phénomène complexe des attaques numériques, les possibilités et les limites de deux institutions centrales – le système judiciaire et les médias (autant les traditionnels que les réseaux sociaux) – sont ici esquissées.

La législation et la jurisprudence visent à prévenir les attaques légalement poursuivables et à tenir leurs auteur-rices pour responsables. Les lois correspondantes s'appliquent généralement aussi bien dans le monde physique que numérique. La législation doit équilibrer deux droits humains en tension : la liberté d'expression et

2 <https://takebackthetech.net>.

la protection contre les discriminations. Les pays ont des priorités différentes quant au droit qu'ils privilégient. Des études suggèrent qu'il y a moins de groupes ciblés par des attaques dans les pays ayant des lois pour protéger contre les discours de haine numérique (Liu *et al.*, 2024), bien que la direction de la causalité reste floue. Les peines sont censées avoir un effet dissuasif en augmentant considérablement le coût des attaques numériques. Les premiers entretiens avec des délinquant-es en Suisse confirment l'efficacité des amendes (Stahel et Weingartner, 2024). En pratique, la poursuite des infractions s'avère souvent difficile. La sensibilisation des autorités de sécurité et de la justice à la violence numérique est encore insuffisante, comme le montre notamment une étude sur les femmes journalistes en Autriche (Sarikakis *et al.*, 2023). Enfin, les législations nationales se heurtent à une communication internationale sur les réseaux sociaux, où la coopération entre les autorités judiciaires nationales et les entreprises internationales de réseaux sociaux n'est pas toujours facile, comme le montre le cas des plateformes peu modérées telles que (actuellement) Telegram\*. En parallèle, les réglementations juridiques progressent au niveau international. De plus, les lois sont réformées pour mieux saisir le caractère numérique des infractions, comme dans le cas du cyberharcèlement.

Les médias traditionnels et les entreprises de réseaux sociaux peuvent réduire les attaques numériques par une modération ciblée des contenus sur leurs plateformes (voir Stahel, 2018, pour un aperçu dans le contexte des discours de haine raciste). Si les médias présentent des informations sur les groupes sociaux de manière équilibrée et respectueuse, cela peut contribuer à minimiser les commentaires négatifs et les attaques à l'encontre de ces groupes dans les espaces de commentaires. La couverture polarisante favorise la désinhibition dans les commentaires, surtout lorsque la modération est faible. Cela vaut également pour les réseaux sociaux. La plupart des plateformes offrent une fonction de signalement pour les utilisateur-rices et utilisent des algorithmes pour identifier automatiquement les contenus enfreignant les directives et les soumettre à suppression. Cependant, il y a régulièrement des critiques concernant la transparence, la qualité et l'efficacité de ces approches de modération. Les entreprises se trouvent alors en conflit d'intérêts. D'une part, elles bénéficient d'une forte interaction sur leurs plateformes, même si celle-ci est hostile. D'autre part, en raison de leur pouvoir économique, la question de leur responsabilité sociale se pose. Pour une société civile, il est également crucial de clarifier la mesure dans laquelle les entreprises privées devraient avoir l'autorité de décider des limites de la liberté d'expression dans un espace public (numérique).

Les discussions sur la gestion individuelle et les mesures structurelles sont une indication de la complexité des situations, telles que celles de la politicienne finlandaise Sanna Marin et du journaliste américain Carlos Maza. Leurs expériences en ligne dépendent non seulement de leurs propres comportements, mais aussi des possibilités et des limites des plateformes de réseaux sociaux et des objectifs des entreprises qui les soutiennent. Les solutions efficaces et les responsabilités à assumer continueront d'être des sujets de négociation sociétale à l'avenir.

## Conclusion

Ce chapitre montre que la diversité actuelle des attaques sur Internet représente un défi majeur pour les personnes concernées et pour la société. L'infrastructure sociotechnique des plateformes en ligne réduit les barrières qui, dans le monde réel, limitent de telles attaques. Les groupes marginalisés dans le journalisme et la politique ne sont pas nécessairement confrontés plus fréquemment à des attaques numériques, mais ils sont souvent attaqués sur leurs identités, telles que celles issues de leur genre ou de leur appartenance ethnique. Lorsque les membres de ces groupes se prononcent sur des sujets sensibles ou sont très visibles publiquement, cela intensifie le *backlash\** numérique. Les attaques proviennent souvent de personnes avec des caractéristiques psychologiques, des idéologies et des émotions spécifiques. La radicalisation dans les réseaux en ligne ainsi que le populisme et les inégalités sociales créent un terreau supplémentaire. Les réactions aux attaques sont finalement très individuelles. Les groupes marginalisés subissent souvent un stress émotionnel particulier et des désavantages professionnels. Non seulement les personnes concernées souffrent, mais cela affecte également la cohésion sociale : les attaques mettent en danger la représentation différenciée des groupes dans les positions publiques, sapent la confiance dans le journalisme et la politique et sont susceptibles d'établir la violence comme un moyen acceptable de résolution des conflits. La gestion des attaques, tant au niveau individuel qu'institutionnel, continuera donc d'être un sujet de discussions sociétales. À long terme, il sera nécessaire de déterminer si les attaques numériques continueront à se propager largement sur Internet sans encourir de sanctions ou si les groupes marginalisés seront davantage protégés dans leur travail journalistique et politique.

## Pour aller plus loin

- Stahel, L. (2023). Why do journalists face varying degrees of digital hostility? Examining the interplay between minority identity and celebrity capital. *Communication Research*, 50(4), 410-452. <https://doi.org/10.1177/00936502231158426>.
- Wagner, A. (2022). Tolerating the trolls? Gendered perceptions of online harassment of politicians in Canada. *Feminist Media Studies*, 22(1), 32-47. <https://doi.org/10.1080/14680777.2020.1749691>.
- Waisbord, S. (2020). Mob censorship: Online harassment of US journalists in times of digital hate and populism. *Digital Journalism*, 8(8), 1030-1046. <https://doi.org/10.1080/21670811.2020.1818111>.

## Bibliographie

- Akhtar, S. et Morrison, C. M. (2019). The prevalence and impact of online trolling of UK members of parliament. *Computers in Human Behavior*, 99, 322-327. <https://doi.org/10.1016/j.chb.2019.05.015>.
- Alin, S., Bukow, S., Faus, J., John, S. et Jurrat, A. (2021). *Beleidigt und bedroht. Arbeitsbedingungen und Gewalterfahrungen von Ratsmitgliedern in Deutschland*. Berlin : Heinrich-Böll-Stiftung.
- Álvarez-Benjumea, A. et Winter, F. (2018). Normative change and culture of hate: An experiment in online environments. *European Sociological Review*, 34(3), 223-237. <https://doi.org/10.1093/esr/jcy005>.
- Bilewicz, M. et Soral, W. (2020). Hate speech epidemic. The dynamic effects of derogatory language on intergroup relations and political radicalization. *Political Psychology*, 41, 3-33. <https://doi.org/10.1111/pops.12670>.
- Bjorgo, T., Jupskås, A. R., Thomassen, G. et Strype, J. (2022). Patterns and consequences of threats towards politicians. *Perspectives on Terrorism*, 16(6), 100-119. <https://www.jstor.org/stable/27185094>.
- Brady, W. J., Wills, J. A., Jost, J. T., Tucker, J. A. et Van Bavel, J. J. (2017). Emotion shapes the diffusion of moralized content in social networks. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 114(28), 7313-7318. <https://doi.org/10.1073/pnas.1618923114>.
- Branscombe, N. R. (1998). Thinking about one's gender group's privileges or disadvantages: Consequences for well-being in women and men. *British Journal of Social Psychology*, 37(2), 167-184. <https://doi.org/10.1111/j.2044-8309.1998.tb01163.x>.
- Brown, A. (2018). What is so special about online (as compared to offline) hate speech? *Ethnicities*, 18(3), 297-326. <https://doi.org/10.1177/1468796817709846>.
- Collignon, S., Campbell, R. et Rüdiger, W. (2022). The gendered harassment of parliamentary candidates in the UK. *The Political Quarterly*, 93(1), 32-38. <https://doi.org/10.1111/1467-923X.13070>.
- Erikson, J., Håkansson, S. et Josefsson, C. (2023). Three dimensions of gendered online abuse: Analyzing Swedish MPs' experiences of social media. *Perspectives on Politics*, 21(3), 896-912. <https://doi.org/10.1017/S1537592721002048>.
- Ford, H. et Wajcman, J. (2017). 'Anyone can edit', not everyone does: Wikipedia's infrastructure and the gender gap. *Social Studies of Science*, 47(4), 511-527. <https://doi.org/10.1177/0306312717692172>.
- Funk, M. E. et Coker, C. R. (2016). She's hot, for a politician: The impact of objectifying commentary on perceived credibility of female candidates. *Communication Studies*, 67(4), 455-473. <https://doi.org/10.1080/10510974.2016.1196380>.
- Gardiner, B. (2018). "It's a terrible way to go to work:" What 70 million readers' comments on the Guardian revealed about hostility to women and minorities online. *Feminist Media Studies*, 18(4), 592-608. <https://doi.org/10.1080/14680777.2018.1447334>.
- Håkansson, S. (2023). The gendered representational costs of violence against politicians. *Perspectives on Politics*, 2(1), 81-96. <https://doi.org/10.1017/S1537592723001913>.
- Harmer, E. et Southern, R. (2021). Digital microaggressions and everyday othering: an analysis of tweets sent to women members of Parliament in the UK. *Information, Communication & Society*, 24(14), 1998-2015. <https://doi.org/10.1080/1369118X.2021.1962941>.
- Höhmman, D., Latteier, T. et Bailer, S. (2024, 9 juillet). *An Early Leak in the Pipeline – Online Abuse as a Barrier for Young Women's Political Engagement* [présentation orale]. European Conference on Politics and Gender, 8-10 juillet 2024, Gand, Belgique.
- Holton, A. E., Bélair-Gagnon, V., Bossio, D. et Molyneux, L. (2023). "Not their fault, but their problem": Organizational responses to the online harassment of journalists. *Journalism Practice*, 17(4), 859-874. <https://doi.org/10.1080/17512786.2021.1946417>.

- Joyce, K., Smith-Doerr, L., Alegria, S., Bell, S., Cruz, T., Hoffman, S. G., ... et Shestakofsky, B. (2021). Toward a sociology of artificial intelligence: A call for research on inequalities and structural change. *Socius: Sociological Research for a Dynamic World*, 7, 1-11. <https://doi.org/10.1177/2378023121999581>.
- Lamerichs, N., Nguyen, D., Melguizo, M. C. P., Radojevic, R. et Lange-Böhmer, A. (2018). Elite male bodies: The circulation of alt-Right memes and the framing of politicians on Social Media. *Participations*, 15(1), 180-206. <https://www.participations.org/15-01-11-lamerichs.pdf>.
- Lewis, R., Marwick, A. E. et Partin, W. C. (2021). “We dissect stupidity and respond to it”: Response videos and networked harassment on YouTube. *American Behavioral Scientist*, 65(5), 735-756. <https://doi.org/10.1177/0002764221989781>.
- Liu, Z., Luo, C. et Lu, J. (2024). Hate speech in the Internet context: Unpacking the roles of Internet penetration, online legal regulation, and online opinion polarization from a transnational perspective. *Information Development*, 40(4), 533-549. <https://doi.org/10.1177/02666669221148487>.
- Löfgren Nilsson, M. et Örnebring, H. (2016). Journalism under threat: Intimidation and harassment of Swedish journalists. *Journalism Practice*, 10(7), 880-890. <https://doi.org/10.1080/17512786.2016.1164614>.
- Matamoros-Fernández, A. (2017). Platformed racism: The mediation and circulation of an Australian race-based controversy on Twitter, Facebook and YouTube. *Information, Communication & Society*, 20(6), 930-946. <https://doi.org/10.1080/1369118X.2017.1293130>.
- Meloy, J. R. (2014). Approaching and attacking public figures: A contemporary analysis of communications and behavior. *Journal of Threat Assessment and Management*, 1(4), 243-261. <https://doi.org/10.1037/tam0000024>.
- Miller, K. C. (2023). The “price you pay” and the “badge of honor”: Journalists, gender, and harassment. *Journalism & Mass Communication Quarterly*, 100(1), 193-213. <https://doi.org/10.1177/10776990221088761>.
- Moor, L. et Anderson, J. R. (2019). A systematic literature review of the relationship between dark personality traits and antisocial online behaviours. *Personality and Individual Differences*, 144, 40-55. <https://doi.org/10.1016/j.paid.2019.02.027>.
- Post, S. et Kepplinger, H. M. (2019). Coping with audience hostility. How journalists’ experiences of audience hostility influence their editorial decisions. *Journalism Studies*, 20(16), 2422-2442. <https://doi.org/10.1080/1461670X.2019.1599725>.
- Regehr, K. (2022). In(cel)doctrination: How technologically facilitated misogyny moves violence off screens and on to streets. *New Media & Society*, 24(1), 138-155. <https://doi.org/10.1177/1461444820959019>.
- Rheault, L., Rayment, E. et Musulan, A. (2019). Politicians in the line of fire: Incivility and the treatment of women on social media. *Research & Politics*, 6(1), 1-7. <https://doi.org/10.1177/2053168018816228>.
- Rost, K., Stahel, L. et Frey, B. S. (2016). Digital social norm enforcement: Online firestorms in social media. *PLOS One*, 11(6), e0155923. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0155923>.
- Sakki, I. et Martikainen, J. (2022). ‘Sanna, aren’t you ashamed?’ Affective–discursive practices in online misogynist discourse of Finnish prime minister Sanna Marin. *European Journal of Social Psychology*, 52(3), 435-447. <https://doi.org/10.1002/ejsp.2827>.
- Sarikakis, K., Kassa, B. E., Fenz, N., Goldschmitt, S., Kasser, J. et Nowotarski, L. (2023). “My haters and I”: personal and political responses to hate speech against female journalists in Austria. *Feminist Media Studies*, 23(1), 67-82. <https://doi.org/10.1080/14680777.2021.1979068>.
- Soral, W., Bilewicz, M. et Winiewski, M. (2018). Exposure to hate speech increases prejudice through desensitization. *Aggressive Behavior*, 44(2), 136-146. <https://doi.org/10.1002/ab.21737>.
- Southern, R. et Harmer, E. (2021). Twitter, incivility and “everyday” gendered othering: An analysis of tweets sent to UK members of parliament. *Social Science Computer Review*, 39(2), 259-275. <https://doi.org/10.1177/0894439319865519>.
- Stahel, L. (2018). *Discours de haine racistes en ligne. Tour d’horizon, mesures actuelles et recommandations*. Confédération suisse, Département fédéral de l’Intérieur.

- Stahel, L. (2023). Why do journalists face varying degrees of digital hostility? Examining the interplay between minority identity and celebrity capital. *Communication Research*, 50(4), 410-452. <https://doi.org/10.1177/00936502231158426>.
- Stahel, L. et Schoen, C. (2020). Female journalists under attack? Explaining gender differences in reactions to audiences' attacks. *New Media & Society*, 22(10), 1849-1867. <https://doi.org/10.1177/1461444819885333>.
- Stahel, L. et Weingartner, S. (2024). Can political orientation explain the social structure of online aggression? Integrating social media and survey data. *Sociological Inquiry*, 94(1), 149-169. <https://doi.org/10.1111/soin.12560>.
- Suler, J. (2004). The online disinhibition effect. *Cyberpsychology & Behavior*, 7(3), 321-326. <https://doi.org/10.1089/1094931041291295>.
- Tajfel, H. et Turner, J. C. (1986). The social identity theory of intergroup behavior. Dans S. Worchel et W. G. Austin (éds), *Psychology of Intergroup Relations* (p. 7-24). Chicago : Nelson-Hall.
- Thomas, K., Akhawe, D., Bailey, M., Boneh, D., Bursztein, E., Consolvo, S., ... et Stringhini, G. (2021). Sok: Hate, harassment, and the changing landscape of online abuse. Dans *2021 IEEE Symposium on Security and Privacy (SP)* (p. 247-267). IEEE. <https://doi.org/10.1109/SP40001.2021.00028>.
- Van Sant, K., Fredheim, R. et Bergmanis-Korats, G. (2021). *Abuse of power: Coordinated online harassment of Finnish government ministers*. NATO Strategic Communications Centre of Excellence. <https://stratcomcoe.org/publications/abuse-of-power-coordinated-online-harassment-of-finnish-government-ministers/5>.
- Vergani, M., Martinez Arranz, A., Scrivens, R. et Orellana, L. (2022). Hate speech in a telegram conspiracy channel during the first year of the COVID-19 pandemic. *Social Media + Society*, 8(4). <https://doi.org/10.1177/20563051221138758>.
- Vieten, U. M. (2016). Far right populism and women: The normalisation of gendered anti-Muslim racism and gendered culturalism in the Netherlands. *Journal of Intercultural Studies*, 37(6), 621-636. <https://doi.org/10.1080/07256868.2016.1235024>.
- Wagner, A. (2022). Tolerating the trolls? Gendered perceptions of online harassment of politicians in Canada. *Feminist Media Studies*, 22(1), 32-47. <https://doi.org/10.1080/14680777.2020.1749691>.
- Waisbord, S. (2020). Mob censorship: Online harassment of US journalists in times of digital hate and populism. *Digital Journalism*, 8(8), 1030-1046. <https://doi.org/10.1080/21670811.2020.1818111>.